

DOSSIER



Cet article est issu du dossier
«George Weah, carton jaune»
[Voir tout le sommaire \(/dossiers/george-weah-carton-jaune/\)](/dossiers/george-weah-carton-jaune/)

ÉCONOMIE

Liberia : le président George Weah loin du but économique

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

13 novembre 2019 à 14h46

Par *Joël Té-Léssia Assoko* (</auteurs/j.te-lessia/>) et *Marjorie Cessac* (</auteurs/marjorie.cessac/>)

Climat des affaires délétère, incertitudes politiques, soupçons de favoritisme... De plus en plus contestées, la gouvernance et l'attitude de l'ex-star du foot devenu président inquiètent investisseurs et partenaires internationaux.

DANS CE DOSSIER

[Voir tout le sommaire \(/dos...](#)**George Weah, carton jaune**

- > Liberia : la personnalité de George Weah divise (</mag/853352/politique/liberia-la-personnalite-de-george-weah-divise/>)
- > Liberia : l'entourage hétéroclite du président Weah (</mag/853437/politique/liberia-lentourage-heteroclite-du-president-weah/>)

Il est 17h20 à Libreville, le 12 octobre, lorsque George Weah prend la parole devant une soixantaine de Libériens expatriés au Gabon.

Alternant charges contre l'opposition

(<https://www.jeuneafrique.com/786663/politique/liberia-les-organisateur-de-la-manifestation-anti-weah-lui-lancent-un-ultimatum/>) – qui a prévu des manifestations massives le 21 décembre pour exiger sa démission – et défense de son action (infrastructures, université gratuite, respect des libertés...), critiques contre l'ancien gouvernement (selon lui inflationniste) et appels à la civilité, le président prêche des convertis. « Les Libériens doivent demeurer pacifiques et nous laisser la chance de montrer ce que le gouvernement peut faire », a-t-il plaidé.

À 2 400 km de là, les réactions des Libériens de Monrovia sur Facebook, qui diffuse en direct l'intervention, sont mitigées. Il s'agit du cinquième voyage officiel – en autant de mois – du chef de l'État, accompagné comme souvent par divers affidés, dont plusieurs figures controversées. Vestiges de l'histoire accidentée du Liberia, reliquats de la présidence d'Ellen Johnson Sirleaf (<https://www.jeuneafrique.com/mag/479067/politique/liberia-le-bilan-en-demi-teinte-dellen-johnson-sirleaf/>) et ex-protégés de Charles Taylor (<https://www.jeuneafrique.com/176338/politique/liberia-charles-taylor-itin-raire-d-un-tueur/>) – dont l'ancienne épouse, Jewel Taylor (<https://www.jeuneafrique.com/523177/politique/10-choses-a-savoir-sur-jewel-howard-taylor-vice-presidente-du-liberia/>), est la vice-présidente et la dauphine constitutionnelle de George Weah...

FAIRE DES AFFAIRES ICI DEVIENT RUINEUX

L'attelage hétéroclite qui accompagne le leader libérien dans ses voyages et dans sa conduite de l'État n'est pas le fruit du hasard. Il reflète les jeux d'alliances qui l'ont mené à la présidence en janvier 2018 (avec 61,5 % des voix), après trois échecs, et n'est pas pour peu dans les difficultés de la gouvernance Weah, contre laquelle de plus en plus d'entrepreneurs « votent avec leurs pieds ».

« Un climat des affaires inadéquat »

En effet, le secteur privé s'enlise, confronté à « un climat des affaires inadéquat

(<https://www.jeuneafrique.com/734604/economie/classement-ou-investir-en-afrique-en-2019/>) et non compétitif, une incertitude politique et des préoccupations concernant la gouvernance et la corruption », relèvent les équipes du FMI. Entre ponctions fiscales inattendues, intermédiaires démultipliés et retards dans les prises de décision, les entreprises souffrent. « Faire des affaires ici devient ruineux », se lamente Amin Modad. Le patron du groupe familial MI Group (hôtellerie et agroalimentaire) a vu son chiffre d'affaires chuter de 40 % cette année. « J'avais créé une entreprise de boissons, mais elle a dû cesser ses activités en raison de la mauvaise santé de l'économie. »

« L'incertitude politique et les dérapages » ont eu « un impact considérable sur l'économie au cours des deux dernières années », souligne le FMI. Illustration de ces « dérapages » : l'impulsive décision du gouvernement d'augmenter les tarifs du gigabit d'internet, de 2 à 10 dollars, dès mars 2020. Orange Liberia a porté plainte auprès de la Cour suprême contre cette décision. « Nous payons 20 millions de dollars américains de taxes en moyenne chaque année. À elle seule, cette surcharge représente 32 millions de dollars sur un chiffre d'affaires de 63 millions », détaille Mamadou Coulibaly, directeur général de l'opérateur.

À LIRE Internet : le coût des infrastructures reste trop lourd pour les opérateurs

(<https://www.jeuneafrique.com/mag/543010/economie/internet-le-cout-des-infrastructures-reste-trop-lourd-pour-les-operateurs/>)

Ce climat a déjà conduit certaines sociétés à réduire la voilure. C'est le cas du groupe agro-industriel ivoirien Sifca, ou encore de Firestone (<https://www.jeuneafrique.com/378390/economie/liberia-colere-apres-centaines-de-licenciements-geant-americain-firestone/>), l'un des plus gros employeurs privés du pays et un pilier historique de l'économie locale. Cette filiale du fabricant japonais de pneus Bridgestone va ainsi licencier 13 % de ses employés avant la fin de l'année. Elle dit souffrir, outre de la chute des cours du caoutchouc, du montant trop élevé des frais généraux de la concession et de la faiblesse de sa production. En 2016, la multinationale estimait avoir versé 1 milliard de dollars de recettes fiscales au pays en douze ans.

PLUS DE 200 ENTITÉS AVAIENT MANIFESTÉ LEUR INTÉRÊT POUR INVESTIR, LA LISTE A DEPUIS ÉTÉ SENSIBLEMENT RÉDUITE

D'autres n'hésitent plus à quitter le Liberia. Et non des moindres. Présent depuis 2009 dans le pays, le Malaisien Sime Darby a annoncé en août son retrait pur et simple. Ce géant de l'huile de palme ne parvient plus à faire fructifier ses investissements en raison d'un durcissement des normes après Ebola. Sur 220 000 ha de palmeraies et d'hévéas prévus, seuls 10 000 ha auraient été plantés. « Nous n'avons pas pu leur fournir les terres nécessaires. S'ils ne peuvent pas se développer, ils ne peuvent pas réinvestir », reconnaît un officiel de l'Agence locale d'investissements.

Des annonces qui refroidissent les investisseurs. « Au moment des élections, plus de 200 entités avaient manifesté leur intérêt pour investir. La liste a depuis été sensiblement réduite », avoue le même officiel. D'ailleurs, le patronat ivoirien, qui envisageait de venir effectuer une mission économique à la mi-novembre, hésite.

Suspensions de trafic d'influence et de favoritisme

Cette avalanche de mauvaises nouvelles est-elle due exclusivement aux errements des équipes de l'ex-star du football ? « C'est un pays compliqué, et je ne suis pas sûr que sous Sirleaf ou un autre la situation serait meilleure », note un avocat d'affaires pourtant sévère envers George Weah, dont le style, la personnalité et l'entourage attirent les critiques.

Outre ses nombreux voyages officiels en jet privé et ses goûts jugés luxueux, il est reproché au président de se lever tard. Sa fidélité envers ceux qui l'ont soutenu tout au long de sa carrière et de son long chemin vers la présidence a multiplié les cercles de pouvoir autour de lui, aggravant les soupçons de trafic d'influence. Boutiques à l'aéroport international de Roberts prétendument promises à l'entrepreneuse ghanéenne Angela Diala List, concessions routières accordées aux patrons d'origine libanaise Shawki Fawaz et Mohamad Bittar ou proposées au Bukinabè Mahamadou Bonkougou (<https://www.jeuneafrique.com/mag/538711/economie/burkina-faso-mahamadou-bonkougou-lami-des-presidents/>)... Les soupçons de favoritisme envers les amis et connaissances de George Weah font régulièrement la une de la presse.

À LIRE Liberia : Weah à l'épreuve du pouvoir (<https://www.jeuneafrique.com/mag/561014/politique/liberia-weah-a-lepreuve-du-pouvoir/>)

« On ne peut blâmer le président sur tout, et il faut aussi lui laisser du temps », nuance Amin Modad. La guerre civile (<https://www.jeuneafrique.com/mag/581901/societe/liberia->

anciens-chefs-de-guerre-en-toute-impunité/), qui a fait plus de 250 000 morts entre 1989 à 2003, a laissé de terribles séquelles, aggravée par Ebola (<https://www.jeuneafrique.com/243388/politique/retour-debola-au-liberia-msf-inquiet-quant-a-lorigine-de-ces-nouvelles-contaminations/>), qui, entre 2014 et 2016, a fait 4 800 victimes et plongé la petite économie (3,25 milliards de dollars de PIB en 2018) dans la récession.

Recul de l'aide internationale

À peine 5 % des routes du pays sont bitumées, et 51 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Le Liberia subit aussi le recul de l'aide internationale – passée de 19,3 % du PIB en 2016 à 14,3 % cette année –, et le départ des soldats de l'ONU, qui « injectaient près de 150 millions de dollars par an dans l'économie et faisaient vivre de nombreuses petites entreprises », regrette un entrepreneur installé à Monrovia. La croissance a reculé de 2,5 % en 2017 à 0,4 % cette année, selon le FMI. Entre-temps, l'inflation a bondi de 11 points sur la même période, à 24,5 %.

LE REDÉMARRAGE DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE RESTE DIFFICILE NOTAMMENT PARCE QUE LES INFRASTRUCTURES ONT ÉTÉ DÉTRUITES

Le secteur agricole, le secteur manufacturier et celui des services sont tous dans le rouge. « Ces trois sous-composantes se sont contractées de 3,4 %, et, comme l'économie est en déclin, cette chute exerce une pression sur la capacité de l'État à générer des impôts », détaille Daniel K. Boakye, responsable pays à la Banque mondiale.

À LIRE [George Weah face aux caisses vides du Liberia](https://www.jeuneafrique.com/mag/527059/politique/george-weah-face-aux-caisses-vides-du-liberia/) (<https://www.jeuneafrique.com/mag/527059/politique/george-weah-face-aux-caisses-vides-du-liberia/>)

« Le redémarrage de l'activité agricole reste difficile au Liberia après la guerre et la crise d'Ebola, notamment parce que les infrastructures ont été détruites. Cela n'a rien à voir avec le gouvernement de Weah », avertit cependant Luc Boedt, directeur général du groupe agro-industriel Socfin, qui possède deux plantations au Liberia et compte 5 000 employés. « Dans nombre de concessions, les services [soins médicaux, écoles, infrastructures rurales, etc.] qui incombent à l'État doivent être pris en charge par le secteur privé. Ce n'est pas nouveau. Mais cela vient s'ajouter à une

conjoncture difficile, au prix bas des matières premières et à un activisme très agressif de certaines ONG qui découragent les investisseurs », regrette le manager.

Le secteur minier, seul rescapé

Selon Daniel K. Boakye, dans ce contexte peu engageant, seul le secteur minier affiche une croissance de 7 %, grâce à la présence de groupes comme le spécialiste de l'or Hummingbird Resources ou le sidérurgiste ArcelorMittal (<https://www.jeuneafrique.com/mag/453080/economie/inde-arcelormittal-affaire-de-famille/>). En septembre, ce dernier avait d'ailleurs indiqué vouloir investir 500 millions de dollars pour étendre la durée de vie de sa mine de fer de Yekepa, près de la Guinée. Dans l'acier, le groupe indien Sethi Ferro Fabrik a, quant à lui, récemment investi plusieurs millions de dollars dans la construction de la première usine de barres d'acier à Gardnersville. « Elle va combler les besoins en acier du pays pour sa reconstruction et pour l'export, particulièrement vers les pays proches », assure Upjit Singh Sachdeva, consul général de l'Inde.

Pour autant et en dépit d'un faible endettement (38 % du PIB), l'État ne bénéficie d'aucune marge de manœuvre. Restreint, son budget n'atteint que 526 millions de dollars pour l'exercice 2019-2020, contre 570 millions pour le précédent. Mais les choix et la transparence de l'administration Weah suscitent des interrogations : 53 % des dépenses publiques sont réalisées en dehors du budget approuvé officiellement...

Et les réformes annoncées finissent indéniablement par s'ensabler. Il en va ainsi de la gratuité de l'université (<https://www.jeuneafrique.com/652773/politique/liberia-le-president-weah-annonce-la-gratuite-pour-le-premier-cycle-universitaire/>) en premier cycle, annoncée en octobre 2018 en même temps qu'un ambitieux Programme pour la prospérité en faveur des pauvres et du développement (PAPD). Ou encore d'une loi « historique » de 2018 visant à ouvrir aux Libériens l'accès à la propriété, alors que le vide juridique autour de la terre a jusqu'ici profité aux groupes privés et à l'élite américano-libérienne. Mais cette réforme ne pourra être mise en œuvre sans le financement d'un cadastre national des terres communautaires, autour duquel règnent beaucoup d'incertitudes.

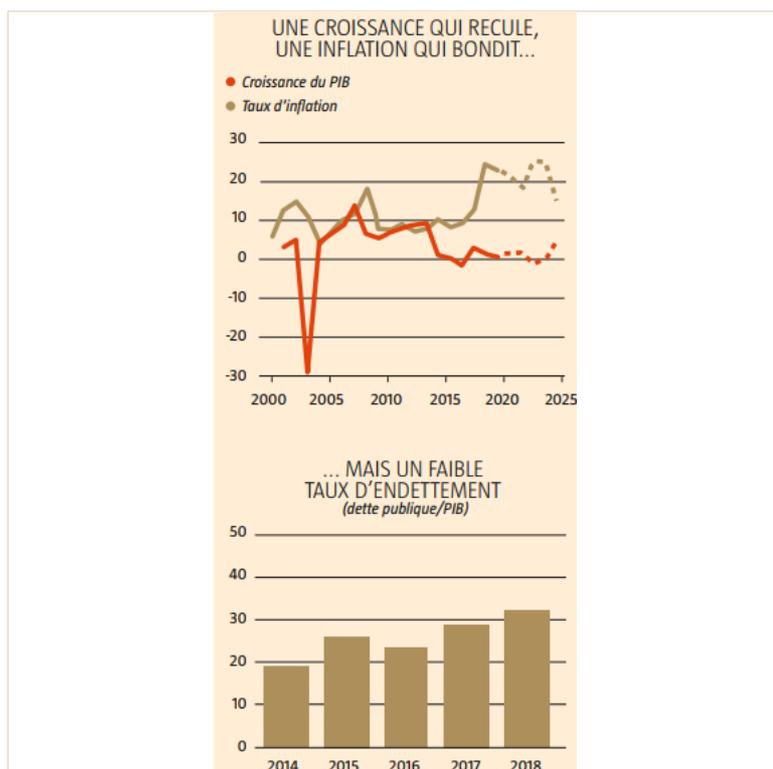
Dans ce contexte, certaines annonces flamboyantes étonnent. Il en va ainsi des faramineux contrats de prêt d'un montant total de 956 millions de dollars pour la construction de 800 km de routes

auprès d'Eton Finance – une société financière enregistrée à Singapour puis à Hong Kong – et du burkinabè Ebomaf. À l'heure actuelle, nul ne sait s'ils ont été annulés...

Chute du dollar libérien et spirale inflationniste

De surcroît, les remèdes administrés n'ont en rien enrayer la chute du dollar libérien et la spirale inflationniste. Pour contenir la dépréciation de la monnaie locale, le nombre de billets en circulation doit être réduit en rachetant une partie avec des dollars américains empruntés à la Banque centrale du Liberia (CBL).

Mais sur les 20 millions de dollars américains mobilisés entre juillet et octobre 2018 pour être injectés dans l'économie, 5 millions auraient servi à d'autres opérations, selon le cabinet américain Kroll, mandaté par l'agence américaine de développement Usaid, laissant craindre des détournements. Quant aux dollars libériens ainsi récupérés, qui devaient être conservés pendant un an, ils ont été remis six mois après en circulation, limitant l'effet de cette mesure. Et ce sans accord de la CBL...



Pour réduire l'inflation, le président veut imprimer de nouveaux billets et remplacer les fausses coupures en circulation. Là encore, Libériens et institutions internationales ne cachent pas leur inquiétude. En 2017-2018, de hauts responsables de la CBL, dont Charles Sirleaf, fils de la présidente alors en exercice, avaient fait imprimer 16 milliards de dollars libériens « pour leur propre usage et bénéfices ». Inculpés en mars, l'ancien gouverneur de la CBL,

Milton Weeks, et ses collaborateurs, Doctor Hagba, Richard Walker et Joseph Dennis, sont en prison, tandis que Charles Sirleaf a été relâché pour raisons de santé.

À LIRE **Scandale d'État au Liberia : quand des dizaines de millions de dollars s'évaporent**
(<https://www.jeuneafrique.com/632932/politique/scandale-detat-au-liberia-quand-des-dizaines-de-millions-de-dollars-sevaporent/>)

Acculé, le président a ouvert, au début de septembre, un espace de concertation. Il a confié à son conseiller, ancien de la Banque mondiale et ex-ministre des Affaires étrangères, Toga Gayewea McIntosh, l'organisation d'un dialogue national consacré à l'économie. À l'issue des débats, une série de recommandations ont été émises, que le président s'est engagé à suivre d'ici à trois ans. Au rang des plus immédiates, l'adoption du code des douanes, la renégociation des dettes extérieures, l'évaluation et le paiement de la dette intérieure, la recapitalisation de la Banque centrale ou encore l'amélioration de la gestion de l'aide extérieure. Enfin, un haut comité réunissant experts nationaux et étrangers, non encore désignés, devra réaliser un point trimestriel sur l'avancée des mesures.

Un programme de réformes élaboré avec le FMI

Cela suffira-t-il à stabiliser le pays ? En tout cas, le temps presse. « Les autorités sont confrontées à la possibilité d'un ajustement forcé et brutal lorsque les options de financement intérieur et extérieur seront épuisées », avertissent les équipes du FMI. Ces dernières sont convenues, à la fin du mois d'octobre, d'un programme de réformes avec le gouvernement, dont la mise en œuvre conditionnera l'octroi d'une facilité de crédit élargie.

Parmi les mesures demandées par le Fonds : des « efforts énergiques » pour renforcer la gouvernance et réduire la corruption, la rationalisation de la masse salariale publique, qui absorbe deux tiers du budget et 10 % du PIB, la formulation de « budgets réalistes », la réduction du recours à la dette et un resserrement de la politique monétaire, « en vue de ramener l'inflation à un chiffre d'ici à 2021 ».

À LIRE **Liberia : trois dirigeants de la Banque centrale devant la justice après un audit assassin**
(<https://www.jeuneafrique.com/744255/politique/liberia-trois-dirigeants-de-la-banque-centrale-devant-la-justice-apres-un-audit-assassin/>)

La pression du FMI changera-t-elle la donne ? Certains indices le laissent penser. Après cinq mois de tergiversations, George Weah a accepté, à la fin du mois d'octobre, la démission de Nathaniel R. Patray, promu gouverneur de la CBL en 2018, après la démission de Milton Weeks. Son remplaçant doit être bientôt nommé. Les effectifs de la Banque, qui selon certaines sources auraient doublé depuis 2018, seront également réduits. « Le niveau des effectifs de CBL n'est pas viable, mais le chiffre final [des réductions de postes], qui n'a pas encore été arrêté par le Conseil supérieur, ne devrait pas dépasser 10 % de sa masse salariale », a indiqué l'institution au début du mois de novembre. La presse avait certes évoqué le départ de 50 % des équipes, mais c'est, à tout le moins, un signe que le message du FMI a été entendu.

Des bailleurs de fonds inquiets

Les bailleurs de fonds s'inquiètent. Les ambassadeurs des États-Unis, d'Allemagne, de la Norvège, de la Suède, de la France, de l'Irlande, du Royaume-Uni, du Japon et de l'Union européenne ont mis en garde le président Weah quant à l'usage abusif des donations.

La Banque mondiale a enjoint au ministre des Finances, Samuel Tweah, de rembourser près de 3,3 millions de dollars, qui devaient être consacrés à la lutte contre Ebola (<https://www.jeuneafrique.com/depeches/13550/politique/ebola-la-banque-mondiale-promet-200-millions-de-dollars-aux-pays-touche/>). L'ONU, pour sa part, a exigé du ministre des Affaires présidentielles, Nathaniel McGill, des éclaircissements sur des transactions douteuses entourant l'usage des fonds de l'organisation.

À LIRE AUSSI

- › Guinée-Liberia : Alpha Condé et George Weah affichent leur volonté de rapprochement (</803647/politique/guinee-liberia-alpha-conde-et-george-weah-affichent-leur-volonte-de-rapprochement/>)
- › Liberia : les organisateurs de la manifestation anti-Weah lui lancent un ultimatum (</786663/politique/liberia-les-organisateur-de-la-manifestation-anti-weah-lui-lancent-un-ultimatum/>)
- › Liberia : un an après, George Weah garde la foi (</mag/708770/politique/liberia-un-an-apres-george-weah-garde-la-foi/>)

LIRE LES AUTRES ARTICLES DU DOSSIER



[Voir tout le sommaire \(/dossiers/george-weah-carton-jaune/\)](#)

«George Weah, carton jaune»

- > [Liberia : la personnalité de George Weah divise \(/mag/853352/politique/liberia-la-personnalite-de-george-weah-divise/\)](#)
- > [Liberia : l'entourage hétéroclite du président Weah \(/mag/853437/politique/liberia-lentourage-heteroclite-du-president-weah/\)](#)

(<https://jeuneafrique.us2.list-manage.com/subscribe?u=6f73d53fb63e8c665c4e3800d&id=9e88e09281>)



PROPOSÉ PAR EMERALD SECURITIES SERVICES BOURSE

ESS BOURSE : cérémonie de première cotation des valeurs « EOCG 6,25% NET 2026 » et « EOG 6% NET 2021-2026 »

SUR LE MÊME SUJET

Liberia

- > [Liberia : le garde du corps de George Weah s'est-il vraiment suicidé ? \(/1172382/politique/liberia-le-garde-du-corps-de-george-weah-s'est-il-vraiment-suicide/\)](#)
- > [\[Chronique\] George Weah Junior condamné pour ses soirées démesurées \(/1170387/politique/chronique-george-weah-junior-condamne-pour-ses-soirees-demesurees/\)](#)
- > [Liberia : quand George Weah Jr. fait la fête à Paris en pleine pandémie \(/1116817/societe/liberia-quand-george-weah-jr-fait-la-fete-a-paris-en-pleine-pandemie/\)](#)

Économie

- > [Togo : bientôt des routes de classe mondiale ? \(/1225645/economie/togo-bientot-des-routes-de-classe-mondiale/\)](#)
- > [Côte d'Ivoire : l'INP-HB veut jouer dans la cour des grands \(/1225657/economie/cote-divoire-linp-hb-veut-jouer-dans-la-cour-des-grands/\)](#)
- > [Côte d'Ivoire : une méga-découverte pétrolière d'ENI ravive les ambitions du gouvernement Ouattara \(/1225972/economie/cote-divoire-une-mega-decouverte-petroliere-deni-ravive-les-ambitions-du-gouvernement-ouattara/\)](#)

Banque mondiale

- > [Togo – Érosion : Lomé, esseulée face à la mer ? \(/1224520/societe/togo-erosion-lome-esseulee-face-a-la-mer/\)](#)
- > [Éducation : que va faire le Cameroun des 97 millions de dollars de la Banque mondiale ? \(/1224530/economie/education-que-va-faire-le-cameroun-des-97-millions-de-dollars-de-la-banque-mondiale/\)](#)
- > [Togo : grand coup d'accélérateur pour l'accès à l'électricité \(/1224476/economie/togo-grand-coup-daccelerateur-pour-lacces-a-lelectricite/\)](#)

ArcelorMittal

- > [Le géant ArcelorMittal menace de geler ses investissements au Liberia \(/871958/economie/le-geant-arcelormittal-menace-de-geler-ses-investissements-au-liberia/\)](#)
- > [Fiscalité : l'Afrique du Sud met en place sa taxe carbone \(/780673/economie/fiscalite-lafrique-du-sud-met-en-place-sa-taxe-\)](#)

carbone/)



PROPOSÉ PAR ORANO

Projet Irhazer : contribuer à la sécurité alimentaire durable dans le Nord du I

Jeune Afrique Business+

Un coup d'avance sur les marchés

LE NOUVEAU SERVICE D'INFORMATIONS PROFESSIONNELLES DU GROUPE JEUNE AFRIQUE QUI VOUS OFFRE LE MEILLEUR DE L'INFORMATION BUSINESS EN TEMPS RÉEL.

Mohamed Ahmed Jama entame un programme de modernisation pour Dalkom Somalia

Centamin négocie avec l'Égypte le régime fiscal du bloc autour de sa mine de Sankari

Thiaba Camara Sy (WIC Capital) prépare une année 2022 chargée

» CONSULTER TOUS LES ARTICLES ([HTTPS://WWW.JEUNEAFRIQUEBUSINESSPLUS.COM/?](https://www.jeuneafriquebusinessplus.com/)

[UTM_SOURCE=JEUNEAFRIQUE.COM&UTM_CAMPAIGN=JAB_PLUS_WIDGET_ARTICLE_2021&UTM_MEDIUM=BANNER&UTM_CONTENT=GENERIC](https://www.jeuneafrique.com/?utm_source=JEUNEAFRIQUE.COM&utm_campaign=JAB_PLUS_WIDGET_ARTICLE_2021&utm_medium=BANNER&utm_content=GENERIC))

» EN SAVOIR PLUS SUR NOS OFFRES (</JEUNE-AFRIQUE-BUSINESS-PLUS/>)

JEUNE AFRIQUE DIGITAL

L'abonnement 100% numérique

consultable sur smartphone, PC et tablette



Profitez de tous nos contenus exclusifs en illimité !

Inclus, le dernier numéro spécial de Jeune Afrique

ABONNEZ-VOUS À PARTIR DE 1€ (/JEUNE-AFRIQUE-DIGITAL/?TM_SOURCE=JEUNEAFRIQUE.COM&TM_CAMPAIGN=BOUTON_VOTRE_HEBDO_ABONNEZ_VOUS&TM_MEI)



(https://www.theafricareport.com/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile)

TOUTE L'ACTUALITÉ DE L'AFRIQUE ANGLOPHONE

Analyse, débats, expertises... Pour comprendre l'Afrique de demain et d'aujourd'hui

EXCLUSIVE – US proposes Libya vote**ending in September 2022 to salvage roadmap**https://www.theafricareport.com/122644/exclusive-us-proposes-libya-vote-ending-in-september-2022-to-salvage-roadmap/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile**What's really behind Zimbabwe's POLAD scheme: Power or democracy?**https://www.theafricareport.com/120279/whats-really-behind-zimbabwes-polad-scheme-power-or-democracy/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile**Nigeria: New wave of Covid Delta hits the country's economic outlook**https://www.theafricareport.com/121352/nigeria-new-wave-of-covid-delta-hits-the-countrys-economic-outlook/?utm_source=jeuneafrique.com&utm_campaign=mea_tar_sur_ja_janvier_20202&utm_medium=referral&utm_content=widget_footer_mobile

DÉCOUVRIR

[\(HTTPS://WWW.THEAFRICAREPORT.COM/?\)](https://www.theafricareport.com/)

THEAFRICAREPORT.COM UTM_SOURCE=JEUNEAFRIQUE.COM&UTM_CAMPAIGN=MEA_TAR_SUR_JA_JANVIER_20202&UTM_MEDIUM=REFERRAL&UTM_CONTENT=WIDGET_FOOTER_MOBILE

Dans l'actualitéChine - Afrique (</evenements/chine-afrique/>) - Nabil Karoui (</personnalites/nabil-karoui/>) - Guillaume Soro (</personnalites/guillaume-soro/>) - Samuel Eto'o (</personnalites/samuel-eto'o/>) - Hissène Habré (</personnalites/hissene-habre/>)Pratique > [Applis mobile \(/applications-mobiles/\)](/applications-mobiles/) > [Fils RSS \(/page-rss/\)](/page-rss/) > [Newsletters \(http://eepurl.com/1n5wT\)](http://eepurl.com/1n5wT)RETROUVEZ JEUNE AFRIQUE SUR **f**RECEVEZ NOTRE NEWSLETTER **JE M'INSCRIS (HTTP://EEPURL.COM/1N5WT)** [\(HTTP://WWW.FACEBOOK.COM/JEUNEAFRIQUE1\) !\[\]\(45eb3fe9227bffd7b122069000f27d4d_img.jpg\)](http://www.facebook.com/jeuneafrique1) [\(HTTP://TWITTER.COM/JEUNE_AFRIQUE\) !\[\]\(159d358f62b1ac8b870dab1e418e0037_img.jpg\)](http://twitter.com/jeune_afrique) [\(HTTP://WWW.PINTEREST.COM/JEUNEAFRIQUE/\) !\[\]\(9dba7f2ab1cf56a0f0ce568aba9a03d3_img.jpg\)](http://www.pinterest.com/jeuneafrique/) [\(HTTP://WWW.LINKEDIN.COM/COMPANY/JEUNE-AFRIQUE\) !\[\]\(29e56010bb88f54a8724afe0d50a9743_img.jpg\)](http://www.linkedin.com/company/jeune-afrique) [\(HTTP://INSTAGRAM.COM/JEUNEAFRIQUE\) !\[\]\(a6d218fda85459cf4be8bc85de67752f_img.jpg\) \[\\(/PAGE-RSS/\\)\]\(/page-rss/\)](http://instagram.com/jeuneafrique) [Qui sommes-nous ? \(/qui-sommes-nous/\)](/qui-sommes-nous/) [Contacts \(/contacts/\)](/contacts/) [Recrutement \(https://recrutement.jeuneafrique.com\)](https://recrutement.jeuneafrique.com) [Appels d'offres \(/landing/appels-doffres/\)](/landing/appels-doffres/) [Espaces Partenaires \(/espace-partenaires/\)](/espace-partenaires/) [Conditions générales d'utilisation \(/cgu-cgv/\)](/conditions-generales-d'utilisation/) [Aide \(FAQ\) \(/faq-globale-generale/\)](/faq-globale-generale/) [Gérer mes cookies](#) © Jeune Afrique 2021, tous droits réservés